

L'ère des "narco-conflits"

De l'Onu aux services américains spécialisés en passant par l'Organisation mondiale des douanes, ce que le monde aligne de plus fiable en matière d'observation et de répression du trafic de stupéfiants est désormais formel : l'univers des drogues illicites est en pleine révolution. Un changement brutal de nature à bouleverser, de manière fulgurante, le paysage criminel planétaire.

Car aujourd'hui, les guerres réelles, et les plus sanglantes, sont des "narco-conflits" entre des armées criminelles luttant pour le contrôle régional des marchés de l'héroïne, de la cocaïne, du cannabis ou des nouvelles drogues chimiques. Leurs proies : les zones de non-droit où toute structure étatique a disparu ou presque.

Comparons deux entités analogues en matière de population : l'Espagne (46 millions d'habitants) et l'Amérique centrale (40 millions). En Espagne, le taux d'homicide est de 0,7 pour 100 000 habitants ; en Amérique centrale, il est de 40, avec des pointes de 86 au Honduras... Seule explication au carnage : les "narco-guerres". C'est dire combien la question de la toxicomanie est cruciale, non seulement pour la santé publique mais, au-delà, pour la sécurité globale des États, des personnes et des biens.

Quelles sont les évolutions les plus récentes ? Le marché mondial des stupéfiants, dit l'Onu en 2012, est « stable depuis trois ans ». Une stabilité cachant d'énormes fluctuations : baisse dans les pays développés (ou "riches") et explosion dans les mégapoles des pays en développement (type Lagos, Karachi, São Paulo, etc.). Là, l'Onu prévoit un doublement de la toxicomanie d'ici à 2050. D'ores et déjà, 70 % de l'héroïne mondiale est consommée en Afrique et en Asie.

Dans la plupart des pays "riches", après un "pic de consommation" atteint vers 2007, les toxicomanes jeunes tendent à délaisser les drogues "classiques" (cannabis, cocaïne, héroïne) – surtout là où, auparavant, la toxicomanie était la plus forte. Ainsi en Grande-Bretagne, ces baisses, continues depuis trois ans, impressionnent. Usage "au moins une fois" du cannabis (la drogue la plus populaire) : – 40 % chez les 11-15 ans entre 2001 et 2011 ; – 33 % chez les 16-24 ans au cours de la même période.

Mieux encore – et nous nous trouvons ici à l'épicentre du marché des stupéfiants en Europe –, la même baisse s'observe chez les habitués des clubs, boîtes et concerts. Résultat du dernier sondage (*Mixmag's Drug Survey*) effectué auprès de 15 000 "clubbers" britanniques de 20 à 25 ans : de 2010 à 2011, l'usage de la cocaïne a reculé de 24 %, celui du cannabis de 7 % et celui de la kétamine (sédatif vétérinaire utilisé comme drogue) de 18 %. Exception : l'explosion d'une nouvelle

drogue chimique, la méphédronne : + 45 % au Royaume-Uni, où elle est illégale depuis seulement avril 2010. Dans les festivals musicaux britanniques, on constate désormais une forte baisse de la confiscation de stupéfiants. En 2011, fait inouï, la police n'a pas saisi de drogue du tout lors de deux importants festivals (Download et Sonisphere) !

Idem en Irlande, pays hier encore avide de drogues chimiques. Pourcentage de la population adulte ayant consommé "au moins une fois" de l'ecstasy : 1,2 % en



*"D'ores et déjà,
70 % de l'héroïne mondiale
est consommée
en Afrique et en Asie."*

2007 ; 0,5 % en 2011. En Irlande encore, fort recul de la cocaïne et du cannabis. Ailleurs en Europe, la tendance générale est à la stagnation, voire à la baisse.

Aux États-Unis maintenant, la cocaïne recule, alors qu'explose chez les ados l'usage de sédatifs ou d'anxiolytiques licites utilisés comme drogue. D'où l'explosion des braquages de pharmacie : + 82 % de 2006 à 2011.

Or, à terme – sans doute rapidement –, toutes ces inflexions sont proprement désastreuses pour les cartels de la drogue. Ainsi de la cocaïne qui voit reculer ses marchés lucratifs (pays riches) au profit du Sud, lui, pauvre. En Europe occidentale, dit l'Onu, un gramme de coke se vend en moyenne 90 dollars au détail. Dans la zone Amérique du Sud et du Centre plus les Caraïbes, où l'usage démarre, le même gramme se vend... 10 dollars. Des profits divisés par neuf !... De même pour l'héroïne bradée en Afrique ou en Asie du Sud.

Pis encore, pour les trafiquants : le deal des médicaments détournés s'effectue à 70 % *via* des familiers ou des voisins et échappe donc largement au crime organisé.

Dans le capitalisme licite comme dans le criminel, effondrement des marges et perte de marchés signifient toujours guerres commerciales féroces et recherche de nouveaux centres de profit.

Nous en sommes là. Gouvernements et instances internationales doivent donc s'adapter rapidement aux marchés criminels nouveaux, pour prévenir et protéger de futures victimes.

Certains s'y préparent, mais c'est mal parti en France, où les lobbies du travail social et leurs complices médiatiques nient – corporatisme ? idéologie ? – ces énormes et indéniables bouleversements. Si le gouvernement les écoute, il préparera (une fois de plus ?) la guerre d'hier et non celle de demain. ●